



Déclaration liminaire

Premier comité social d'administration de réseau de L'Etat-Major des Armées (CSA-R EMA)

Paris le 25 mai 2023

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Défense CGC et **CFTC Défense** souhaitent la bienvenue au président pour ce premier CSA de la mandature.

Défense CGC et **CFTC Défense** constatent le nombre réduit de sièges dans les FS en raison des spécificités du ministère des Armées, situation qui ne permet pas à toutes les organisations représentatives au sein de CSA de détenir au moins un siège dans les FS du périmètre du CSA, notamment pas dans la FS du CSA-R de l'EMA.

Pourtant les CSA et les FS sont indissociables !

Défense CGC et **CFTC Défense** restent attentives aux dispositions du règlement intérieur qui sera délibéré en séance puis soumis à l'approbation des élus, l'alliance interviendra sur l'ordre du jour en séance.

Sécurité, santé au travail, risque incendie :

Après l'incendie de Notre Dame de Paris, il a été demandé de mieux protéger nos bâtiments patrimoniaux.

Les risques sont contenus mais les moyens manquent pour la remise aux normes.

Les bâtiments 1 dit « le château » et 8 de l'Ecole de guerre à Paris Ecole Militaire sont particulièrement à risque.

Cet exemple illustre bien le besoin de crédits pour la mise aux normes des infrastructures. Nous espérons que la LPM en cours d'approbation pourra y répondre.

Manœuvre en Afrique de l'Ouest :

Défense CGC et **CFTC Défense** demandent la juste reconnaissance du personnel recruté localement (PCRL) qui œuvre pour la France depuis de nombreuses années ainsi qu'une attention particulière pour le personnel de notre ministère qui a besoin de tout le soutien nécessaire.

Défense CGC et **CFTC Défense** demandent un suivi particulier pour les agents qui devront trouver une autre affectation suite aux dernières décisions concernant le positionnement de nos forces en Afrique.

Un des points de l'ordre du jour porte sur la présentation du périmètre et des effectifs rattachés au comité social d'administration du réseau EMA. **Défense CGC** et **CFTC Défense** prennent en compte la création de ce CSA afin d'aborder les problématiques des différentes composantes dont certains organismes d'outremer et de l'étranger, la DMAé, les portions centrales des Bases de Défense, le GCA et de nombreux autres organismes rattachés.

Défense CGC et **CFTC Défense** notent qu'une information sur l'agenda social ministériel est également prévue à l'ordre du jour. Néanmoins, il semble utile que le CSA R EMA soit en mesure de cibler des thématiques qu'il souhaite étudier. Le décret n°2020-1427 prévoit en effet l'obligation d'établir un agenda social chaque année. Compte tenu des différentes populations composant cette instance, de multiples sujets pourraient être sélectionnés. **Défense CGC** et **CFTC Défense** auront l'occasion de vous proposer des thèmes.

Réforme des Retraites :

Défense CGC et **CFTC Défense** précisent que la réforme des retraites aura un impact sur le personnel qui est très inquiet de cette situation ainsi que du mépris des organisations syndicales

Place et rôle du personnel civil - recrutement :

Des difficultés de recrutement liées au manque d'attractivité salariale sur les postes disponibles, notamment dans la prévention des risques professionnels, soulignent la méconnaissance de nos concitoyens sur les opportunités qui peuvent être offertes au personnel civil. Une visibilité médiatique accrue à l'instar de ce qui existe pour le recrutement du personnel militaire, via les chaînes de télévision, serait une piste à creuser.

Défense CGC et **CFTC Défense** souhaitent que des marges financières soient trouvées dans le cadre de l'agenda social en cours de discussion avec la DRH MD, pour améliorer la rémunération des personnels civils, élément incontournable pour espérer un retour vers l'attractivité.

Nous vous remercions de votre attention



Contact Défense CGC

reponse.diffusion@defense-cgc.fr



Contact CFTC Défense

cftcdefense@gmail.com